

Règlement de Consultation



Version 1 du 15/04/2024

REGLEMENT DE CONSULTATION

CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE STEP D'ARS-SUR- FORMANS ET DE SAVIGNEUX LOT N°1 : TRAVAUX STEP LOT N°2 : TRAVAUX DE CANALISATIONS DE TRANSFERT

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Mercredi 19 juin 2024 à 12h

Historique des révisions				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
1	11/04/2024	Compilation des 2 RC initiaux	PFC	
0	15/03/2024	Création du document	AG	CP

Titre du document : Règlement de Consultation

Sous-Titre : Construction de la nouvelle STEP d'Ars-sur-Formans et de Savigneux
Lot n°1 : Travaux STEP
Lot n°2 : Travaux de canalisations de transfert

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Dombes Saône Vallée

627, Route de Jassans

01602 Trévoux

Tél. : 04.74.08.97.66

Catégorie : Règlement de Consultation

Commentaires : Suivant Code de la Commande Publique

Marché CCDSV : 24APAT07

En date du : 15/04/2024

Contact : Naldeo - Direction Opérationnelle Auvergne Rhône-Alpes

Adresse : 222 cours Lafayette

69003 LYON

Tél. 04.72.91.82.60

PIECE N°0 REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACHETEUR :

Agissant en tant que pouvoir adjudicataire

- Nom de l'organisme : Communauté de Commune Dombes Saône Vallée
- Représenté par son président, Marc PECHOUX
- Adresse : 627, Route de Jassans BP 231 – CS60231
- Code postal : 01 600
- Ville : TREVoux
- Téléphone : 04 74 08 97 66

MAITRE D'ŒUVRE :

- Nom de l'organisme : NALDEO
- Correspondant : Pierre-François CHAUT
- Adresse : 222, Cours Lafayette
- Code postal : 69 003 LYON
- Téléphone : 06 72 10 72 03
- Adresse de courrier électronique (courriel) : pierre-francois.chaut@naldeo.com

OPERATION :

Construction de la nouvelle STEP d'Ars-sur-Formans et de Savigneux

Lot n°1 : Travaux STEP

Lot n°2 : Travaux de canalisations de transfert

Table des matières

ARTICLE 1. -	OBJET DE LA CONSULTATION	6
Article 1.1. -	Objet du marché.....	6
Article 1.2. -	Description	6
Article 1.3. -	Nomenclature CPV	7
ARTICLE 2. -	FRACTIONNEMENT DE L'OPERATION	7
Article 2.1. -	Découpage en lots	7
Article 2.2. -	Découpage en tranches	7
Article 2.3. -	Forme juridique de l'attributaire - Dévolution des travaux.....	8
2.3.1. -	Pour le lot n°1 : Travaux STEP	8
2.3.2. -	Pour le lot n°2 : Canalisations de transfert	8
ARTICLE 3. -	ORGANISATION DE LA CONSULTATION	8
Article 3.1. -	Procédure.....	8
Article 3.2. -	Limitation du Nombre de Candidats.....	8
Article 3.3. -	Personnes concernées par l'opération	8
Article 3.4. -	Délai de l'opération	9
Article 3.5. -	Délais de validité des offres	9
Article 3.6. -	Dossier de consultation	9
3.6.1. -	Dossier de consultation dématérialisé	9
3.6.2. -	Dossier de consultation non dématérialisé	9
Article 3.7. -	Cahier des charges	9
3.7.1. -	Lot n°1 : Travaux STEP	10
3.7.2. -	Lot n°2 : Travaux canalisations de transfert	10
Article 3.8. -	Modification du dossier de consultation	11
Article 3.9. -	Visite des lieux	11
3.9.1. -	Lot n°1 : Travaux STEP	11
3.9.2. -	Lot n°2 : Travaux canalisations de transfert	12
Article 3.10. -	Renseignements complémentaires.....	12
Article 3.11. -	Investigations complémentaires.....	12
ARTICLE 4. -	VARIANTES ET OPTIONS	12
Article 4.1. -	Compléments à apporter au cahier des charges	12
Article 4.2. -	Variantes à l'initiative des candidats	12
4.2.1. -	Lot n°1 : Travaux STEP	12
4.2.2. -	Lot n°2 : Travaux canalisations de transfert	13
Article 4.3. -	Variantes à l'initiative de l'acheteur.....	13
4.3.1. -	Variante obligatoire	13
4.3.2. -	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	13
Article 4.4. -	Options	13
4.4.1. -	Marché à tranche(s) optionnelle(s)	13
4.4.2. -	Reconduction du marché pour prestations similaires	13
ARTICLE 5. -	MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	13
Article 5.1. -	Unité monétaire	13
Article 5.2. -	Mode de règlement	13
ARTICLE 6. -	PRESENTATION DES OFFRES	14

Article 6.1. - Offre dématérialisée.....	14
Article 6.2. - Copie de sauvegarde	14
ARTICLE 7. - CONDITIONS DE PARTICIPATION	15
Article 7.1. - Pièces à remettre à l'appui de la candidature (lot n°1)	15
7.1.1. - Situation Juridique	15
7.1.2. - Capacités économiques et financières	15
7.1.3. - Capacités Techniques et professionnelles	15
Article 7.2. - Pièces à remettre à l'appui de la candidature (lot n°2)	16
7.2.1. - Situation Juridique	16
7.2.2. - Capacités économiques et financières	17
7.2.3. - Capacités Techniques et professionnelles	17
Article 7.3. - Autres informations	18
ARTICLE 8. - LANGUE.....	18
ARTICLE 9. - JUGEMENT DES CANDIDATURES	18
Article 9.1. - Examen des candidatures (lot n°1)	18
Article 9.2. - Examen des candidatures (lot n°2)	19
Article 9.3. - Réduction du nombre de candidats	20
Article 9.4. - Nombre minimum de candidats	20
ARTICLE 10. - INVITATION A SOUMISSIONNER.....	20
ARTICLE 11. - PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE.....	20
Article 11.1. - Pièces constitutives de l'offre pour le lot n°1 (Travaux STEP) :	20
Article 11.2. - Pièces constitutives de l'offre pour le lot n°2 (Canalisations de transfert) :.....	21
Article 11.3. - Présentation des variantes.....	22
11.3.1. - Présentation des variantes lot n°1	22
11.3.2. - Présentation des variantes lot n°2	22
Article 11.4. - Jugement des offres pour le lot n°1	23
11.4.1. - Examen des offres	23
11.4.2. - Traitements particuliers de certaines offres avant analyse	23
11.4.3. - Sélection avant classement	23
11.4.4. - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	23
11.4.5. - Critères de jugement.....	24
11.4.6. - Négociation	25
11.4.7. - Sélection de l'offre attributaire	26
Article 11.5. - Jugement des offres pour le lot n°2	26
11.5.1. - Examen des offres	26
11.5.2. - Traitements particuliers de certaines offres avant analyse	27
11.5.3. - Sélection avant classement	27
11.5.4. - Critères de jugement.....	27
11.5.5. - Négociation	28
11.5.6. - Sélection de l'offre attributaire	29
ARTICLE 12. - VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	29

ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONSULTATION

Article 1.1. - *Objet du marché*

Le présent marché concerne les travaux associés à la mise en œuvre d'une nouvelle station d'épuration (STEP) commune aux deux agglomérations d'Ars-sur-Formans et de Savigneux d'une capacité de 4 750 EH.

Le projet concerne également :

- La transformation de l'ancienne STEP d'Ars-sur-Formans en poste de relevage vers la nouvelle STEP avec bassin d'orage
- La transformation de l'ancienne STEP de Savigneux en poste de relevage vers la nouvelle STEP avec bassin d'orage
- La réalisation de deux canalisations de transfert depuis les 2 sites distants vers la nouvelle STEP

Le marché sera ainsi constitué de deux lots de travaux :

- Lot n°1 : Travaux STEP
- Lot n°2 : Travaux de canalisations de transfert

Le présent Règlement de Consultation concerne les deux lots.

Article 1.2. - *Description*

Les travaux du lot n°1 (travaux STEP) concernent :

- La construction d'une nouvelle station d'épuration sur un nouveau site
 - Station de type boues activées, d'une capacité de 4 750 EH, en une file, avec bassin d'aération et clarificateur
 - Traitement tertiaire par filtration
 - Zone de rejet végétalisée
 - Traitement des boues sur lits plantés de roseaux
 - Bâtiment technique d'exploitation sur 1 niveau, de 110 m² environ
 - Traitement architectural du bâtiment technique
 - Les travaux d'électricité, automatismes et supervision
 - Travaux VRD et paysagers des abords du site
- La réhabilitation de l'ancienne STEP d'Ars-sur-Formans en poste de transfert
 - La construction d'un nouveau poste de relevage
 - La réhabilitation de l'ancien silo à boues en bassin d'orage
 - La réhabilitation du bâtiment d'exploitation existant
 - La démolition de la station d'épuration existante et son aménagement paysager
- La réhabilitation de l'ancienne STEP de Savigneux en poste de transfert
 - La construction d'un nouveau poste de relevage
 - La construction d'un nouveau bassin d'orage
 - La réhabilitation du local d'exploitation existant
 - La démolition de la station d'épuration existante et son aménagement paysager

- La mise en service des installations, la formation du personnel et la période d'observation

Les travaux du lot n°2 (Travaux de canalisations de transfert) concernent :

- La réalisation des canalisations de transfert entre le site distant d'Ars-sur-Formans et la nouvelle STEP sur une longueur de 1 600 ml et entre le site distant de Savigneux et la nouvelle STEP sur une longueur de 980 ml.
- La création d'une extension de réseau AEP sur une longueur de 440 ml sur le chemin de la Percellière à Ars sur Formans.
- Passage en encorbellement entre le site distant d'Ars sur Formans et la nouvelle STEP au niveau du pont sur le Formans.
- Passage en forage dirigé entre le site distant de Savigneux et la nouvelle STEP, sous le Formans.

Article 1.3. - Nomenclature CPV

La ou les classifications principales conformes au vocabulaire des marchés européens (CPV) sont :

45232420-2 : Travaux de construction de stations d'épuration des eaux usées

45232410-9 - Travaux d'assainissement

45232150-8 - Travaux relatifs aux conduites en eau potable

ARTICLE 2. - FRACTIONNEMENT DE L'OPERATION

Article 2.1. - Découpage en lots

- ☐ Il n'est pas prévu de découpage en lots.
- ☒ Les travaux font l'objet d'un découpage en lots séparés :
- Lot 1 : Travaux station d'épuration
 - Lot 2 : Travaux canalisation de transfert

Un candidat ou un groupement de candidats peut répondre à un nombre quelconque de lots, sans limitations.

Article 2.2. - Découpage en tranches

Il n'est pas prévu de découpage en tranche.

Article 2.3. - Forme juridique de l'attributaire - Dévolution des travaux

2.3.1. - Pour le lot n°1 : Travaux STEP

Conformément à l'article R2142-27 du Code de la Commande Publique, le co-traitant chargé des travaux traitement de l'eau sera obligatoirement le mandataire du groupement conjoint.

Le marché sera conclu avec une entreprise générale ou un groupement d'entreprise.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur

Un même candidat ne pourra pas se présenter :

1. En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement,
2. En qualité de membre de plusieurs groupements.

Les membres du groupement conjoint devront définir précisément la répartition technique et financière des prestations dans l'acte d'engagement.

2.3.2. - Pour le lot n°2 : Canalisations de transfert

Le marché sera conclu avec une entreprise générale ou un groupement d'entreprises.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Un même candidat ne pourra pas se présenter :

3. En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement,
4. En qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 3. - ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Article 3.1. - Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique, en vue de la passation d'un marché public d'exécution de travaux.

Article 3.2. - Limitation du Nombre de Candidats

Sans objet

Article 3.3. - Personnes concernées par l'opération

Les personnes concernées par l'opération, ainsi que leurs missions, sont précisées au CCAP.

Article 3.4. - Délai de l'opération

A titre indicatif, le démarrage des marchés de travaux (lots n°1 et lots n°2) est envisagé en septembre 2024.

Le respect de ce délai est une condition nécessaire au subventionnement du projet.

Le délai de réalisation du marché est proposé librement, par l'entreprise, dans l'acte d'engagement sans qu'il puisse, en aucun cas, excéder la somme des délais plafonds par phases indiqués à l'acte d'engagement.

L'instruction du permis de construire est menée en parallèle de la présente consultation, par l'architecte du groupement de maîtrise d'œuvre. Un délai pour la réalisation éventuelle et l'instruction d'un permis modificatif devra être intégré, le cas échéant, dans les délais du candidat.

Article 3.5. - Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date fixée pour la remise des offres.

Article 3.6. - Dossier de consultation

3.6.1. - Dossier de consultation dématérialisé

Conformément aux articles R2132-1 à 6, les documents de consultation sont disponibles gratuitement sur le profil d'acheteur à l'adresse : <https://marchespublics.ain.fr>

Les communications et les échanges lors de la passation du marché sont dématérialisés, conformément aux articles R2132-7 à 9, les candidats sont invités, lors du téléchargement du DCE sur la plateforme indiquée ci-dessus, à renseigner une adresse électronique afin qu'ils puissent bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que cette identification et l'adresse électronique communiquée constituera le moyen de communication entre l'acheteur et le candidat pour la suite de la procédure notamment en cas de modification intervenant dans les termes de la consultation.

3.6.2. - Dossier de consultation non dématérialisé

Il n'est pas prévu de transmission non dématérialisée du dossier de consultation.

Article 3.7. - Cahier des charges

Le présent marché, conformément à l'article R2112-2 du Code de la Commande Publique, fait référence aux documents généraux applicables aux marchés publics suivants :

- CCAG applicable aux marchés de travaux :
- L'ensemble des normes et fascicules du CCTG applicables aux travaux et fournitures objets de la présente consultation.

Ces documents ne sont pas inclus au marché, et sont disponibles de manière courante pour un coût raisonnable (notamment sur le site de la DAJ : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>) ;

Ils sont complétés par les documents particuliers du marché.

Contenu du dossier de consultation

Le règlement de la consultation (pièce n°0) est commun aux deux lots.

3.7.1. - Lot n°1 : Travaux STEP

Le contenu du dossier de consultation pour le lot n°1 est le suivant :

Pièce n°1	Acte d'engagement et ses annexes
Pièce n°1-1	Cahier des Garanties
Pièce n°1-2	Bilan Prévisionnel d'Exploitation
Pièce n°2	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce n°3	Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
Pièce n°3-1	CCTP – Conception générale, études, chantier et essais
Pièce n°3-2	CCTP – Equipement, Electricité et Automatismes
Pièce n°3-3	CCTP – Génie civil – Bâtiment –VRD
Pièce n°4	Annexes au CCTP
Pièce n°4-1	Levé topographique
Pièce n°4-2	Rapports d'études géotechniques
Pièce n°4-3	Plans des stations existantes d'Ars et de Savigneux – <u>Pièce Indicative</u>
Pièce n°4-4	Relevé de détection des réseaux enterrés – <u>Pièce Indicative</u>
Pièce n°4-5	Diagnostic amiante des ouvrages existants
Pièce n°4-6	Liste des DT sur l'ensemble du secteur de travaux – <u>Pièce Indicative</u>
Pièce n°4-7	Dossier de déclaration Loi sur l'eau et arrêté préfectoral correspondant
Pièce n°4-8	Plans PRO NALDEO – <u>Pièce Indicative</u>
Pièce n°4-9	Dossier de Permis de Construire initial (en cours d'instruction) – <u>Pièce Indicative</u>
Pièce n°4-10	Rapport initial du Contrôleur Technique (en cours d'établissement)
Pièce n°4-11	Prescriptions technique autosurveillance de l'agence de l'eau RMC
Pièce n°5	Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) (en cours d'établissement)
Pièce n°6	Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Les pièces 4-10 et 5 seront déposées au cours de la consultation.

3.7.2. - Lot n°2 : Travaux canalisations de transfert

Le contenu du dossier de consultation pour le lot n°2 est le suivant :

Pièce n°1	Acte d'engagement
Pièce n°2	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce n°3	Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
Pièce n°4	Les pièces graphiques et plans
Pièce n°5	Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
Pièce n°6	Cadre du Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
Pièce n°7	Annexes

Pièce n°7.1	DT
Pièce n°7.2	Rapport d'analyse amiante et HAP
Pièce n°7.3	Rapport de Géodétection
Pièce n°7.4	Levé topographique
Pièce n°7.5	PV de piquetage et marquage GRTgaz (en cours d'établissement)
La pièce 7.5 sera déposée au cours de la consultation	

Article 3.8. - Modification du dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au Dossier de Consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du Dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du Dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable, en fonction de cette nouvelle date.

Article 3.9. - Visite des lieux

3.9.1. - Lot n°1 : Travaux STEP

Les interlocuteurs techniques du dossier sont les suivants :

- Maître d'ouvrage (CCDSV) : Nathalie Lourenço
- Maître d'œuvre NALDEO : Pierre-François CHAUT

Il est prévu une visite obligatoire des 2 sites actuels. La visite du nouveau site est libre.

La date de visite est fixée au mardi 30 avril à 14h00. Le rendez-vous est fixé à la station d'épuration d'Ars sur Formans qui se trouve au chemin du bois de la dame, en face de la salle des fêtes.

Une seconde date de la visite est fixée au mardi 28 mai à 10h00. Le rendez-vous est fixé à la station d'épuration d'Ars sur Formans qui se trouve au chemin du bois de la dame, en face de la salle des fêtes.

Une attestation de visite sera remise à la fin de la visite. Elle devra être jointe à la candidature. L'absence de fourniture de l'attestation de visite est un motif de rejet de la candidature.

Les opérateurs économiques ne pourront en aucun cas se prévaloir de l'absence de visite, notamment pour soutenir qu'ils n'auraient pas bénéficié de toutes les informations nécessaires à la remise de leur offre, et sont réputés connaître parfaitement les installations des sites actuels.

La visite se déroule en présence d'un représentant de la CCDSV et du maître d'œuvre. Les opérateurs économiques ont accès à l'ensemble des installations des sites visités de manière libre. Lors de la visite, il ne sera pas possible de formuler des questions.

Pour l'accès aux sites, les opérateurs économiques devront respecter les consignes de sécurité, disposer des équipements de protection individuelle et des formations appropriées. A défaut, tout participant pourra être invité par la CCDSV à interrompre sa participation aux visites.

3.9.2. - Lot n°2 : Travaux canalisations de transfert

Sans objet.

Article 3.10. - Renseignements complémentaires

Les concurrents peuvent poser des questions écrites relatives au dossier.

Ces questions devront être adressées par courrier ou messages déposés sur la plateforme du profil d'acheteur.

Ces demandes devront être adressées au plus tard 15 jours avant la date de remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.

Le maître d'ouvrage répondra à l'ensemble des questions écrites sous forme de lettre circulaire diffusée aux concurrents retenus, au plus tard 6 jours avant la remise des offres.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Article 3.11. - Investigations complémentaires

Sans objet

ARTICLE 4. - VARIANTES ET OPTIONS

Article 4.1. - Compléments à apporter au cahier des charges

Il n'y a aucun complément ni dérogation à apporter au cahier des charges.

Article 4.2. - Variantes à l'initiative des candidats

4.2.1. - Lot n°1 : Travaux STEP

Les variantes sont autorisées à condition de répondre aux exigences minimales intangibles suivantes :

- Charges polluantes et débits de traitement à admettre sur la filière
- Filière de traitement de l'eau par boues activées et son mode d'aération
- Filière de traitement des boues par lits plantés de roseaux
- Obligation d'atteindre les performances et respect de l'arrêté préfectoral
- L'emprise du site définie pour les travaux
- Principe de traitement architectural du bâtiment et du site
- Le maintien de la continuité de service tout au long du chantier
- Casiers béton pour les lits plantés de roseaux
- L'étape de traitement tertiaire
- Les stipulations du CCAP et de l'acte d'engagement

Les candidats ne sont pas obligés de présenter une offre de base pour présenter des offres variantes.

Les candidats devront formuler une offre au titre des Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires y compris dans le cas d'offres variantes sans quoi leur offre sera considérée comme étant irrégulière

4.2.2. - Lot n°2 : Travaux canalisations de transfert

Aucune variante n'est autorisée.

Article 4.3. - Variantes à l'initiative de l'acheteur

4.3.1. - Variante obligatoire

Sans Objet

4.3.2. - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Pour le lot n°1, il est envisagé les prestations supplémentaires obligatoires suivantes :

- PSE n°1 : Mise en œuvre de panneaux solaires en toiture du bâtiment technique pour la production d'eau chaude sanitaire
- PSE n°2 : Mise en œuvre de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment technique pour la production d'électricité

Les PSE sont prises en compte dans l'analyse initiale des offres retenues.

Celles-ci peuvent être retenues au moment de l'attribution, si elles sont jugées pertinentes.

Article 4.4. - Options

Il n'est prévu aucune option au sens du Droit français ou du Droit européen.

4.4.1. - Marché à tranche(s) optionnelle(s)

Sans Objet.

4.4.2. - Reconduction du marché pour prestations similaires

Sans Objet

ARTICLE 5. - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Article 5.1. - Unité monétaire

L'unité monétaire retenue pour le règlement du marché est l'EURO.

Article 5.2. - Mode de règlement

Le mode de règlement retenu par le maître d'ouvrage est le virement administratif en euros.

ARTICLE 6. - PRESENTATION DES OFFRES

Article 6.1. - Offre dématérialisée

Les offres seront transmises par voie électronique par téléchargement sur la plateforme de télétransmission, à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ain.fr>

Article 6.2. - Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique, les candidats ont la possibilité de transmettre également une copie de sauvegarde au format papier ou sur support physique électronique.

Les offres de sauvegarde sur support physique seront présentées sous pli fermé portant lisiblement la mention :

« Copie de sauvegarde de l'offre pour : La construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées d'Ars-sur-Formans et de Savigneux – Lot n°1, ne pas ouvrir sauf en cas de défaillance de l'offre dématérialisée »

ou

« Copie de sauvegarde de l'offre pour : La construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées d'Ars-sur-Formans et de Savigneux : Travaux de canalisations de transfert – Lot n°2, ne pas ouvrir sauf en cas de défaillance de l'offre dématérialisée

Elles sont à envoyer en RAR ou à remettre à l'adresse suivante :

Communauté de Communes Dombes Saône Vallée

627 Route de Jassans

01 602 TREVOUX Cedex

Les horaires d'ouvertures en cas de dépôt sont les suivants :

Du lundi au vendredi : 8h30-12h30/13h30-17h00

La date limite de réception des offres de sauvegarde est celle indiquée en page de garde du présent document.

Les dossiers qui seraient remis après la date et heure fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous pli non cacheté ou ne respectant les prescriptions de présentation (indiquées ci-après), seront détruits et ne pourront être utilisés comme offre de sauvegarde.

Rappel : En cas d'impossibilité d'ouverture d'un des fichiers composant la candidature ou l'offre, le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde, si celle-ci a été fournie et reçue dans les délais impartis pour la remise des offres.

En l'absence d'une copie de sauvegarde, une offre dont l'un des fichiers n'a pu être ouvert est réputée ne pas avoir été reçue : elle est éliminée et le candidat en est informé conformément à l'article R2181-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 7. - CONDITIONS DE PARTICIPATION

Article 7.1. - Pièces à remettre à l'appui de la candidature (lot n°1)

Le candidat doit remettre les documents suivants, en version non signée :

7.1.1. - Situation Juridique

La lettre de candidature (formulaire DC1) ou document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques.

Une déclaration sur l'honneur pour justifier que l'opérateur :

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique
- est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés lorsqu'il y est assujéti (R2143-3 du code de la commande publique).

Si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir une déclaration sur l'honneur.

La déclaration du candidat (formulaire DC2) ou document équivalent permettant de s'assurer que le candidat ou chaque membre du groupement dispose des capacités économiques, financières et techniques suffisant pour l'exécution du marché.

Tout document permettant de justifier de l'habilitation du signataire à engager le candidat, par exemple, l'extrait K-bis et/ou l'attestation d'inscription au Répertoire des Métiers ou autre immatriculation ou agrément (ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France).

Le procès-verbal de la réunion du comité social et économique consacrée à l'examen du rapport et du programme mentionnés à l'article L. 2312-27 du code du travail. Cette pièce n'est cependant obligatoire que si le comité social et économique précité est mis en place, obligation légale pour les entreprises de plus de 11 salariés, au plus tard au 31 décembre 2019.

7.1.2. - Capacités économiques et financières

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

La preuve d'une assurance pour responsabilité civile

La preuve d'une assurance décennale pour les ouvrages soumis et non soumis à obligation d'assurance ;

7.1.3. - Capacités Techniques et professionnelles

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. :

Certificats FNTF ou équivalents

- Qualification SYNTEAU, de Classe n°2
- Identifications professionnelles FNTF
 - Identification professionnelle FNTF 1632 Bassins divers relatifs à l'épuration des eaux usées Capacité < 5 000 m³
 - Identification professionnelle FNTF 164 Génie civil station de pompage ; refoulement, relèvement, station traitement d'eau potable ou d'eau usée ;
 - FNTF 2322 Travaux de terrassement courants en milieu non urbain,

Une liste des travaux équivalent exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Liste de des travaux de même nature :
 - Travaux équipements, construction de station d'épuration type boues activées de capacités comprises entre à 2000 EH et 10 000 EH,
 - Travaux sur filière de traitement des boues par rhizocompostage
 - Travaux de Génie-Civil sur ouvrages hydrauliques

Le candidat pourra apporter la preuve de ces capacités professionnelles (dont qualification et listes de travaux), technique et financière par tout moyen jugé équivalent. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Article 7.2. - Pièces à remettre à l'appui de la candidature (lot n°2)

7.2.1. - Situation Juridique

A. Pour le groupement ou le candidat individuel :

La lettre de candidature (formulaire DC1) ou document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques.

Une déclaration sur l'honneur pour justifier que l'opérateur :

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique
- est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés lorsqu'il y est assujéti (R2143-3 du code de la commande publique).

Si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir une déclaration sur l'honneur.

La déclaration du candidat (formulaire DC2) ou document équivalent permettant de s'assurer que le candidat ou chaque membre du groupement dispose des capacités économiques, financières et techniques suffisant pour l'exécution du marché.

Tout document permettant de justifier de l'habilitation du signataire à engager le candidat, par exemple, l'extrait K-bis et/ou l'attestation d'inscription au Répertoire des Métiers ou autre immatriculation ou agrément (ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France).

Le procès-verbal de la réunion du comité social et économique consacrée à l'examen du rapport et du programme mentionnés à l'article L. 2312-27 du code du travail. Cette pièce n'est cependant obligatoire que si le comité social et économique précité est mis en place, obligation légale pour les entreprises de plus de 11 salariés, au plus tard au 31 décembre 2019.

7.2.2. - Capacités économiques et financières

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

La preuve d'une assurance pour responsabilité civile

La preuve d'une assurance décennale pour les ouvrages soumis et non soumis à obligation d'assurance ;

7.2.3. - Capacités Techniques et professionnelles

Moyens généraux :

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

Liste des travaux de même nature et importance que ceux objet du marché, exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

Les candidats doivent justifier des qualifications professionnelles minimales suivantes ou faire la preuve de qualifications équivalentes.

Pour l'exécution des travaux :

- l'identification professionnelle FNTP suivante : 5192 (canalisations de refoulement d'eaux usées)

Le candidat pourra apporter la preuve de ces capacités professionnelles (dont qualification et listes de travaux), technique et financière par tout moyen jugé équivalent. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Article 7.3. - Autres informations

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

L'attention des candidats est attirée en outre sur le fait que l'attributaire du marché se verra demander avant l'attribution effective et définitive du marché la fourniture de certaines pièces et la réalisation de certaines formalités, non exigibles au stade de l'offre mais obligatoires avant l'attribution du marché (Cf. notamment **l'Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-dessous).

ARTICLE 8. - LANGUE

Si des documents remis sont rédigés dans une autre langue que la langue française, ils sont obligatoirement accompagnés d'une traduction (Article R2143-16 du Code de la Commande Publique).

ARTICLE 9. - JUGEMENT DES CANDIDATURES

Article 9.1. - Examen des candidatures (lot n°1)

La sélection et la vérification des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R 2144-1 à R 2144-4 et R 2144-6 à R 2144-7 du code de la commande publique.

L'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

S'il apparaît que l'aptitude d'un candidat à exercer l'activité professionnelle, ou ses capacités économique, financière, techniques et professionnelles sont manifestement incompatibles avec l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur pourra écarter ce candidat à tout moment de la procédure, et au plus tard avant l'attribution du marché.

En outre, les candidatures :

- a) qui ne comportent pas tous les justificatifs (non précédés du mot « éventuellement ») énoncés ci-avant ;
- b) qui ne sont pas rédigées en langue française ou, s'il y a lieu, non accompagnées d'une traduction en langue française certifiée ;

ne seront pas admises.

Toutefois, si les pièces réclamées sont absentes ou incomplètes, mais à la seule condition que le représentant légal du pouvoir adjudicateur le décide, tous les candidats dont la candidature est incomplète pourront être invités à produire ou compléter ces pièces dans un délai identique fixé par le représentant légal du pouvoir adjudicateur et qui ne saurait être supérieur à cinq (5) jours.

Conformément à la faculté qui lui est laissée à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, le pouvoir adjudicateur n'invite que le seul attributaire pressenti à compléter sa candidature. Si l'attributaire pressenti ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, moyens de preuve, compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est éliminée, et le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidatures relevant d'une des interdictions de soumissionner facultatives figurant aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique pourront être éliminées.

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Article 9.2. - Examen des candidatures (lot n°2)

La sélection et la vérification des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R 2144-1 à R 2144-4 et R 2144-6 à R 2144-7 du code de la commande publique.

L'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

S'il apparaît que l'aptitude d'un candidat à exercer l'activité professionnelle, ou ses capacités économique, financière, techniques et professionnelles sont manifestement incompatibles avec l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur pourra écarter ce candidat à tout moment de la procédure, et au plus tard avant l'attribution du marché.

En outre, les candidatures :

- a) qui ne comportent pas tous les justificatifs (non précédés du mot « éventuellement ») énoncés ci-avant ;
- b) qui ne sont pas rédigées en langue française ou, s'il y a lieu, non accompagnées d'une traduction en langue française certifiée ;

ne seront pas admises.

Toutefois, si les pièces réclamées sont absentes ou incomplètes, mais à la seule condition que le représentant légal du pouvoir adjudicateur le décide, tous les candidats dont la candidature est incomplète pourront être invités à produire ou compléter ces pièces dans un délai identique fixé par le représentant légal du pouvoir adjudicateur et qui ne saurait être supérieur à cinq (5) jours.

Conformément à la faculté qui lui est laissée à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, le pouvoir adjudicateur n'invite que le seul attributaire pressenti à compléter sa candidature. Si l'attributaire pressenti ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, moyens de preuve, compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est éliminée, et le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si

nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidatures relevant d'une des interdictions de soumissionner facultatives figurant aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique pourront être éliminées.

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Article 9.3. - Réduction du nombre de candidats

Sans Objet

Article 9.4. - Nombre minimum de candidats

Sans Objet

ARTICLE 10. - INVITATION A SOUMISSIONNER

Sans Objet

ARTICLE 11. - PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE.

Article 11.1. - Pièces constitutives de l'offre pour le lot n°1 (Travaux STEP) :

L'offre remise par les candidats contiendra les documents suivants :

Acte d'engagement et ses annexes :

Le cadre d'acte d'engagement est à compléter, dater et signer électroniquement par une personne habilitée à engager le candidat

Décomposition du prix Global et Forfaitaire dûment complété.

Lorsque ces pièces ont été fournies dans un format exploitable par tableur l'offre doit comporter ces mêmes fichiers complétés et au format tableur.

Mémoire Technique du candidat

Le mémoire technique précise les modalités que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Il comprend une présentation précise et détaillée avec :

- Une note de dimensionnement des différents ouvrages/équipements
- Un descriptif détaillé des équipements mis en place en précisant notamment la marque, le type, les caractéristiques principales et les matériaux
- Un descriptif concernant l'électricité et l'automatisme
- Un descriptif des travaux de génie civil / VRD (descriptif des travaux, descriptif des matériaux mis en œuvre (nature, provenance, performances) comprenant les hypothèses de calcul de structure, les matériaux mis en œuvre (nature, provenance,

performances), la justification et le dimensionnement des fondations des ouvrages et les solutions proposées pour la valorisation des déchets de démolition.

- Une notice de fiabilité comprenant les équipements prévus en secours (installé ou magasin)
- Une note relative à l'organisation en chantier et le phasage des travaux, en lien avec les modalités d'occupation de l'espace (plan d'installation de chantier prévisionnel, plans de terrassements, stockage matériel, stockage des déblais, remblais...), et la gestion spécifique des mises en service successive des nouveaux ouvrages et des existants réhabilités.
- Une note justificative de l'intégration environnementale et le descriptif des aménagements paysagers et architecturaux. Celle-ci comportera un volet spécifique sur la zone de rejet végétalisé

Carnet de plans

Le carnet de plans comprendra :

- Un plan d'ensemble du projet reporté sur le fond de plan topographique
- Un profil hydraulique général
- Un schéma précisant le fonctionnement du process (PID) avec les points d'autosurveillance
- Un schéma de l'architecture électrique, automatisme et supervision
- Des plans équipements précisant les caractéristiques dimensionnelles ainsi que l'implantation des principaux équipements. Ces plans devront être suffisamment précis pour que puissent être appréciées la faisabilité et la constructibilité de chaque ouvrage

Calendrier prévisionnel

- Un calendrier prévisionnel d'intervention de l'entreprise
- Une note descriptive précisant le déroulement des travaux, les moyens mis en œuvre pour réaliser les travaux tout en assurant la continuité d'exploitation.

Article 11.2. - Pièces constitutives de l'offre pour le lot n°2 (Canalisations de transfert) :

L'offre remise par les candidats contiendra les documents suivants pour chaque lot auquel il est candidaté :

1. Acte d'engagement et ses annexes,
 - ☐ Le cadre d'acte d'engagement est à compléter par les candidats et sera finalisé et signé avant l'attribution. Sa signature n'est pas obligatoire.
 - ☒ Les candidats complètent et signent obligatoirement le cadre d'acte d'engagement fourni au moyen d'une signature électronique sous peine de voir leur offre éliminée pour irrégularité.
2. En cas de prix unitaires :
 - Cadre du Bordereau des prix Unitaires, dûment complété

- Le cadre de BPU sera renseigné intégralement y compris pour les prix optionnels ou non repris au cadre du Détail estimatif (**rendu au format .xls ou équivalent**).
 - Cadre du Détail Estimatif, dûment et soigneusement complété.
3. Mémoire Technique du candidat,
- Le mémoire technique précise les modalités que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.
- Il comprend une présentation précise et détaillée :
- De l'organisation proposée par l'entreprise pour répondre à ce chantier ; En particulier l'entreprise décrira, en tant que de besoin, les moyens qu'elle met en œuvre pour :
 - l'accès au site, les approvisionnements et les stockages,
 - La préservation des éléments existants présents sur le site : arbres, végétation, mobilier, bordures de trottoirs, revêtements existants,
 - Du planning prévisionnel et de la méthodologie de réalisation notamment au niveau du phasage des travaux,
 - De la prise en compte des riverains et de la gestion des nuisances de chantier,
 - De la prise en compte des particularités du chantiers,
 - De la provenance des fournitures et des matériaux
 - De la méthodologie de réalisation des plans de récolement par géoréférencement,
 - Des mesures prises pour la protection de l'environnement et gestion des déchets

Article 11.3. - Présentation des variantes

11.3.1. - Présentation des variantes lot n°1

Pour chacune des variantes qu'il entend proposer le candidat fournira :

- Les pièces constituant l'offre décrites à l'article précédent
- Pièces constitutives de l'offre.
- Un mémoire technique détaillé pour la variante proposée,
- Les documents techniques (plans, descriptifs, justificatifs etc...) nécessaires à l'évaluation technique et financière de la variante proposée.

En cas de présentation de plusieurs variantes :

- Le récapitulatif comparatif (sous forme de tableau) de l'offre de base et des offres variantes présentées.

11.3.2. - Présentation des variantes lot n°2

Sans objet

Jugement des offres

Article 11.4. - Jugement des offres pour le lot n°1

11.4.1. - Examen des offres

Les offres sont examinées dans les conditions fixées aux articles R2152-1 à R2152-5 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur élimine les offres reçues après la date limite de réception fixée.

Les offres reçues dans le délai imparti sont analysées et classées selon les critères définis aux présent Règlement de la Consultation, par l'acheteur ou son représentant.

L'absence de signature de l'offre ne constituant pas une irrégularité, les candidats dans ce cas ne seront invités à signer leur offre que dans le cas où ils sont attributaires.

11.4.2. - Traitements particuliers de certaines offres avant analyse

Offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique, les offres qui seraient suspectées d'être anormalement basse, y compris pour la partie qui serait sous traitée, feront l'objet d'une demande de compléments d'information et d'un examen détaillé

Possibilité de régularisation limitée des offres irrégulières

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur conserve la possibilité d'autoriser les candidats ayant présenté une offre irrégulière à la régulariser, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

La régularisation, la correction des offres n'est pas faite par l'acheteur et n'est acceptée que dans la mesure où elle ne modifie pas substantiellement l'offre. Dans le cas contraire l'offre modifiée est éliminée comme étant irrégulière.

11.4.3. - Sélection avant classement

Sans objet.

11.4.4. - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le jugement des offres fait l'objet d'une triple analyse :

- Une première analyse comparative des offres de bases et des offres variantes sans tenir compte des Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires. Elles seront analysées en une seule fois, de manière commune, sur la base des mêmes critères, et des mêmes modalités définies tels que définis ci-après.
- Une deuxième analyse comparative des offres de bases et des offres variantes prenant en compte la Prestation Supplémentaire Eventuelle n°1. Elles seront analysées en une seule fois, de manière commune, sur la base des mêmes critères, et des mêmes modalités définies tels que définis ci-après.
- Une troisième analyse comparative des offres de bases et des offres variantes prenant en compte la Prestation Supplémentaire Eventuelle n°2. Elles seront

analysées en une seule fois, de manière commune, sur la base des mêmes critères, et des mêmes modalités définies tels que définis ci-après.

Les Prestations Supplémentaires Eventuelles n°1 et 2 ne pouvant être combinées pour des raisons techniques il n'est pas possible de retenir une offre de base ou une offre variante avec les deux PSE 1 et 2. Il ne sera donc pas procédé à une quatrième analyse comparative des offres de bases et des offres variantes prenant en compte les deux Prestation Supplémentaire Eventuelle n°1 et 2.

Les critères de jugement des offres restent identiques pour les deux analyses.

11.4.5. - Critères de jugement

Les critères pris en compte pour le classement et le jugement des offres sont les suivants par ordre de pondération décroissante :

Critère n°1 - Solution Technique	50%
Sous-critère n°1 : Process, Equipements et fiabilité des installations <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant la filière de traitement, son dimensionnement et sa conception</i> <i>Fiabilité des installations, équipements de secours et moyens mis en œuvre pour maintenir le service en phase exploitation</i> Analyse basée sur le mémoire technique (dimensionnement, fiabilité) et le carnet de plans	15%
Sous-critère n°2 : Travaux Génie-Civil, terrassements, VRD <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant la conception, le dimensionnement et l'exécution des ouvrages pour la partie Génie-Civil, géotechnique et travaux de VRD</i> <i>Qualité des matériels ouvrages GC et matériaux de construction</i> Analyse basée sur le mémoire technique (descriptif travaux GC) et le carnet de plans	10%
Sous-critère n°3 : Organisation des études et du chantier, phasage, mise en service et continuité de service <i>Pertinence de l'organisation des études et chantier, du phasage et du planning, prise en compte des contraintes de continuité de service pendant la phase chantier, prise en compte des contraintes du site.</i> <i>Pertinence de l'organisation prévue pour la mise en service, assistance à l'exploitation et formation du personnel</i> Analyse basée sur le mémoire technique (organisation de chantier, calendrier prévisionnel) et le carnet de plans	10%
Sous-critère n°4 : Garanties souscrites <i>Niveaux de garantie apportés sur les performances de traitement annoncées au Cahier des garanties souscrites et le bilan prévisionnel d'exploitation</i> Analyse basée sur le cahier des garanties souscrites et le bilan prévisionnel d'exploitation	5%
Sous-critère n°5 : Travaux équipements, électricité, automatisme et supervision <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant la conception, le dimensionnement et l'exécution des ouvrages pour la partie équipements, instrumentation, électricité, automatismes et supervision</i> <i>Qualité des équipements électromécaniques et électriques proposés</i>	5%

Analyse basée sur le mémoire technique (descriptif équipement et descriptif électricité) et le carnet de plans	
Sous-critère n°6 : Exploitabilité, Ergonomie et sécurité des installations <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant l'exploitabilité, l'ergonomie des installations, les conditions de travail et la sécurité du personnel</i> Analyse basée sur le mémoire technique (descriptif détaillé) et le carnet de plans	5%

Critère n°2 - Environnement	5%
Sous-critère n°1 : Préservation de la ressource, de la biodiversité et de l'environnement <i>Aménagements spécifiques de chantier dédiés à la préservation de l'environnement et de la biodiversité. Mesures de limitation des nuisances en chantier et en exploitation. Conception de la zone de rejet végétalisée et mise en valeur paysagère du site.</i> Analyse basée sur le mémoire technique (intégration environnementale) et carnet de plans	3%
Sous-critère n°2 : Gestion et valorisation des déchets de démolition <i>Valorisation des déchets de démolition</i> Analyse basée sur le mémoire technique (descriptif travaux GC)	2%

Critère n°3 - Prix	45%
Coût d'investissement <i>Le montant pris en compte sera celui du coût d'investissement total figurant à l'acte d'engagement</i> <i>Le calcul des notes relatives au prix est réalisé selon la formule suivante :</i> $N = (1 - 1,5 \times (1 - \text{Offre la plus basse} / \text{Offre Analysée})) \times 45$ Analyse basée sur l'Acte d'Engagement et la DPGF	45%

11.4.6. - Négociation

L'acheteur se réserve le droit de ne pas procéder à une phase de négociation.

Dans l'hypothèse où l'acheteur entendrait procéder à une phase de négociation, celle-ci se déroulera dans les conditions définies ci-après.

Après analyse l'acheteur élimine :

1. Les offres inappropriées,
2. Les offres jugées anormalement basses,

Les offres irrégulières et inacceptables qui ne sont pas anormalement basses sont conservées dans la phase de négociation à condition qu'elles soient régularisées ou rendues acceptables au cours la négociation.

La négociation se déroulera selon les modalités indicatives suivantes :

- Phase n°1 : suite à première analyse des offres, envoi d'une série de questions dans un délai indicatif de 2 semaines après réception des offres. Il n'est pas exigé de réponse écrite des candidats en amont de la Phase n°2
- Phase n°2 : suite à l'envoi des questions issues de la Phase n°1, organisation possible d'une audition des candidats dans un délai minimum indicatif d'une semaine après envoi des questions
- Phase n°3 : suite au déroulé des auditions éventuelles, formalisation d'éventuelles questions complémentaires à celles de la Phase n°1, issues de l'audition
- Phase n°4 : un délai indicatif de 10 jours sera laissé aux candidats pour apporter les réponses aux questions, et constituer leur offre technique et financière finale

La négociation portera sur le montant de l'offre, et sur les aspects techniques et organisationnels proposés dans l'offre du candidat dans le but d'améliorer la notation de l'offre relativement aux critères définis au présent RC.

A l'issue de la ou des phases de négociation, l'acheteur informe les candidats de la fin de la négociation et fixe un délai de remise de l'offre finale.

Lors de la phase de jugement, les offres finales encore inacceptables sont éliminées ; Les offres finales encore irrégulières peuvent faire l'objet, au choix de l'acheteur, d'une régularisation à condition que celle-ci ne modifie pas l'offre.

Les offres restantes sont ensuite classées par application des critères de jugement décrits au chapitre 12.5.

11.4.7. - Sélection de l'offre attributaire

A l'issue de la négociation, après classement des offres finales selon les critères définis au chapitre 12.4 ci-dessus, l'acheteur attribue le marché au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Article 11.5. - Jugement des offres pour le lot n°2

11.5.1. - Examen des offres

Les offres sont examinées dans les conditions fixées aux articles R2152-1 à R2152-5 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur élimine les offres reçues après la date limite de réception fixée.

Les offres reçues dans le délai imparti sont analysées et classées selon les critères définis au présent Règlement de la Consultation, par l'acheteur ou son représentant.

11.5.2. - Traitements particuliers de certaines offres avant analyse

A. Rectification des erreurs matérielles sur les offres à prix unitaire

Lors de l'analyse des offres, si des erreurs matérielles :

- de report de prix unitaires entre le bordereau des prix unitaires et le détail estimatif
- de calcul dans les lignes du détail estimatif ou dans les totaux HT ou TTC,

sont relevées, ces erreurs sont corrigées, en reportant le prix unitaire du bordereau indiqué en lettres ou à défaut en chiffres, qui prévaut dans l'ordre de priorité des pièces du marché, et en rectifiant les calculs, dans le détail estimatif. Le montant de l'offre corrigée est alors utilisé pour l'analyse.

Les autres erreurs qui seraient constatées ne sont pas corrigées et constituent une irrégularité que le candidat peut, éventuellement, être invité à régulariser dans le cadre de l'application de l'article R2152-2 du Code de la Commande Publique.

B. Offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique, les offres qui seraient suspectées d'être anormalement basse, y compris pour la partie qui serait sous traitée, feront l'objet d'une demande de compléments d'information et d'un examen détaillé.

C. Possibilité de régularisation limitée des offres irrégulières

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur conserve la possibilité d'autoriser les candidats ayant présenté une offre irrégulière à la régulariser, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

La régularisation, la correction des offres n'est pas faite par l'acheteur et n'est acceptée que dans la mesure où elle ne modifie pas substantiellement l'offre. Dans le cas contraire l'offre modifiée est éliminée comme étant irrégulière.

11.5.3. - Sélection avant classement

Sans Objet

11.5.4. - Critères de jugement

Les critères pris en compte pour le classement et le jugement des offres sont les suivants par ordre de pondération décroissante :

Critère	Pondération	Sous critères et Notation
---------	-------------	---------------------------

Valeur technique	60%	<p>Les sous critères sont évalués à partir des documents de l'offre et notamment du mémoire technique.</p> <p><u>Sous critères et Coefficients :</u></p> <table><tr><th>Sous-Critères</th><th>Points</th></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Mode opératoire et solutions aux difficultés techniques, spécifiques au chantier, gestion de la circulation</td><td>25</td></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Indications relatives aux principales fournitures ainsi que les fiches techniques correspondantes, les caractéristiques techniques des matériaux, leur qualité</td><td>20</td></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Planning daté, moyens humains et matériel mis en œuvre sur le chantier</td><td>10</td></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Moyens mis en œuvre vis à vis de la sécurité, de la tenue en propreté du chantier, de la gestion des déchets en phase travaux et de la protection de l'environnement</td><td>5</td></tr><tr><td>Nombre Total de Points maximum</td><td>60</td></tr></table>	Sous-Critères	Points	<ul style="list-style-type: none">• Mode opératoire et solutions aux difficultés techniques, spécifiques au chantier, gestion de la circulation	25	<ul style="list-style-type: none">• Indications relatives aux principales fournitures ainsi que les fiches techniques correspondantes, les caractéristiques techniques des matériaux, leur qualité	20	<ul style="list-style-type: none">• Planning daté, moyens humains et matériel mis en œuvre sur le chantier	10	<ul style="list-style-type: none">• Moyens mis en œuvre vis à vis de la sécurité, de la tenue en propreté du chantier, de la gestion des déchets en phase travaux et de la protection de l'environnement	5	Nombre Total de Points maximum	60
Sous-Critères	Points													
<ul style="list-style-type: none">• Mode opératoire et solutions aux difficultés techniques, spécifiques au chantier, gestion de la circulation	25													
<ul style="list-style-type: none">• Indications relatives aux principales fournitures ainsi que les fiches techniques correspondantes, les caractéristiques techniques des matériaux, leur qualité	20													
<ul style="list-style-type: none">• Planning daté, moyens humains et matériel mis en œuvre sur le chantier	10													
<ul style="list-style-type: none">• Moyens mis en œuvre vis à vis de la sécurité, de la tenue en propreté du chantier, de la gestion des déchets en phase travaux et de la protection de l'environnement	5													
Nombre Total de Points maximum	60													
Prix	40 %	<p><u>Notation :</u></p> <p>Note prix : (1 – 1,5 (1- Prix de l’offre moins disante / Prix de l’offre analysée)) x 40</p> <p>Ainsi le candidat ayant obtenu le maximum de point, se verra attribuer la note maximale de 40 points.</p>												

11.5.5. - Négociation

A. Sélection sans négociation

Conformément à l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de retenir l'une des offres initiales présentées sans recourir à une phase de négociation.

Dans ce cas l'acheteur élimine :

1. Les offres inappropriées,
2. Les offres jugées anormalement basses,
3. Les offres irrégulières non anormalement basses s'il ne souhaite pas autoriser les candidats à les régulariser ou, si cette possibilité leur a été offerte, celles dont la régularisation n'est pas possible,
4. Les offres inacceptables.

et procède au classement des offres restantes, à l'aide des critères de jugement des offres décrits à l'11.5.4. - ci-dessus puis à la sélection de l'offre attributaire.

En cas de recours à la négociation les modalités décrites ci-après, s'appliquent.

B. Sélection avec négociation

L'acheteur élimine :

1. Les offres inappropriées,
2. Les offres jugées anormalement basses,

Les offres irrégulières et inacceptables qui ne sont pas anormalement basses sont conservées dans la phase de négociation à condition qu'elles soient régularisées ou rendues acceptables au cours la négociation.

- ☒ L'acheteur se réserve la possibilité de réduire le nombre de candidats admis à négocier aux 3 candidats les mieux placés pour autant que le nombre d'offres soit suffisant.
Dans ce cas l'acheteur procède à un premier classement des offres à l'aide des critères de jugement décrits à l'11.5.4. - Critères de jugement ci-dessus et retient pour la suite de la négociation les 3 premiers candidats.
Dans le cas contraire la négociation est menée avec tous les candidats.

La négociation se déroulera :

- ☒ par échanges dématérialisés, de questions / réponses par l'intermédiaire de la messagerie sécurisée du profil d'acheteur,
- ☐ par l'organisation d'une audition des candidats,

Elle portera sur le montant de l'offre, et sur les aspects techniques et organisationnels proposés dans l'offre du candidat dans le but d'améliorer la notation de l'offre relativement aux critères définis au présent RC.

A l'issue de la ou des phases de négociation, l'acheteur informe les candidats de la fin de la négociation et fixe un délai de remise de l'offre finale.

Lors de la phase de jugement, les offres finales encore inacceptables sont éliminées ; Les offres finales encore irrégulières peuvent faire l'objet, au choix de l'acheteur, d'une régularisation à condition que celle-ci ne modifie pas l'offre.

Les offres restantes sont ensuite classées par application des critères de jugement décrits à l'11.5.4. - ci-dessus.

11.5.6. - Sélection de l'offre attributaire

A l'issue de la négociation, après classement des offres finales selon les critères définis à l'11.5.4. - ci-dessus, l'acheteur attribue le marché au soumissionnaire ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 12. - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les décisions qui seront prises pourront faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- a) Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- b) Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- c) Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- d) Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON

184 rue Duguesclin

69433 LYON

Tél. : 04.78.14.10.62 - Fax. : 04.78.14.10.65

Email : greff.ta-lyon@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au :

Palais des Juridictions administratives

184 rue Duguesclin

69433 LYON CEDEX 03